

Déclaration de l'Unat — Mobilisation du 11 octobre

Le 11 octobre, à l'appel du Le Mouvement associatif, le monde associatif dans toute sa diversité se rassemblera pour défendre ses valeurs, ses missions et son avenir.

L'Unat s'associe pleinement à cette mobilisation. Les associations du tourisme social jouent un rôle irremplaçable dans le pacte social français : hébergement, loisirs, éducation, lien social. Sans elles, c'est tout un écosystème territorial qui s'effondre et avec lui, des espaces d'émancipation, de rencontre et de partage pour les citoyens.

Aujourd'hui, la baisse des financements publics menace nos espaces d'éducation populaire, nos hébergeurs et nos organisateurs de séjours. Alors que 4 français sur 10 ne partent pas en vacances, les aides destinées aux publics éloignés des vacances - familles, enfants, jeunes, seniors, personnes en situation de handicap - sont fragilisées, mettant en péril la mixité sociale et la cohésion qui fondent le socle même de nos structures.

C'est pourquoi l'Unat appelle toutes ses composantes à se mobiliser le 11 octobre, et à rejoindre la dynamique initiée, pour rappeler que les associations sont un bien commun à protéger.

En parallèle, aux côtés d'Hexopée, l'Unat déploie une forme complémentaire de mobilisation, structurée autour de la campagne web intitulée Espaces menacés et dont les visuels repris sur cartes postales vont être adressés aux élus de l'ensemble des territoires pour les interpeller sur la situation.

Ainsi, partout en France, les Unat régionales et leurs adhérents se mobilisent : interpellation des élus, actions conjointes avec les Mouvements associatifs régionaux, participation aux initiatives locales.

Au niveau national, les adhérents de l'Unat seront présents le 11 octobre, place de la République à Paris, où l'UCPA au nom de l'Unat prendra la parole publiquement pour rappeler l'urgence de préserver ces espaces d'émancipation et de solidarité.

Cette mobilisation s'inscrit dans un combat plus large : celui de la reconnaissance du rôle des associations dans notre société. Leur affaiblissement reviendrait à fragiliser le socle civique et démocratique du pays. Les associations ne sont pas une variable d'ajustement budgétaire : les coupes dans les budgets dédiés à la vie associative doivent cesser.

Le 11 octobre, mobilisons-nous pour défendre les associations, piliers de notre société et garantes de l'intérêt général. Pas un euro de moins : ça ne tient plus !

Michelle Demessine
Présidente de l'Unat